
Première session, trentième Législature

First Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi 111
(PRIVÉ)

Loi fusionnant Prêt et Revenu Ltée et
Fiducie Prêt et Revenu

Bill 111
(PRIVATE)

An Act to amalgamate Savings and
Investment Ltd. and Savings and In-
vestment Trust

Première lecture

First reading

M. DESJARDINS

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1973

Projet de loi 111

(PRIVÉ)

Loi fusionnant Prêt et Revenu Ltée et
Fiducie Prêt et Revenu

ATTENDU que Prêt et Revenu Ltée est une corporation constituée par le chapitre 137 des lois de 1966/1967 et que Fiducie Prêt et Revenu est une corporation constituée par lettres patentes délivrées sous l'empire de la Loi des compagnies de fidéicommiss;

Que pour fins d'économie, d'efficacité et d'expansion et pour l'avantage de ceux dont elles administrent ou peuvent être appelées à administrer les affaires, il est opportun qu'elles soient fusionnées en une nouvelle corporation investie des pouvoirs, droits et privilèges d'une compagnie de fidéicommiss et de certains pouvoirs spéciaux;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient:

a) « fiducie »: Fiducie Prêt et Revenu, corporation constituée par lettres patentes du 26 octobre 1960;

b) « corporation »: Prêt et Revenu Ltée, corporation constituée par le chapitre 137 des lois de 1966/1967;

c) « compagnie »: la corporation constituée par la présente loi.

2. La fiducie et la corporation sont fusionnées en une nouvelle corporation

Bill 111

(PRIVATE)

An Act to amalgamate Savings and Investment Ltd. and Savings and Investment Trust

WHEREAS Savings and Investment Ltd. is a corporation incorporated by chapter 137 of the statutes of 1966/1967 and Savings and Investment Trust is a corporation incorporated by letters patent delivered by virtue of the Trust Companies Act;

For reasons of economy, efficiency and expansion, and in the interest of the persons whose affairs they administer or may administer in the future, it is expedient that they be amalgamated into a new corporation vested with the powers, rights and privileges of a trust company and with certain special powers;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. In this act, unless the context indicates a different meaning, the following words mean:

(a) "Trust": Savings and Investment Trust, a corporation incorporated by letters patent dated October 26 1960;

(b) "Corporation": Savings and Investment Ltd., a corporation incorporated under chapter 137 of the statutes of 1966/1967;

(c) "Company": the corporation hereby constituted.

2. The Trust and the Corporation are amalgamated to form a new corporation

constituée sous le nom, en français, de « Fiducie Prêt et Revenu » et, en anglais, de « Savings and Investment Trust ». Elle peut être désignée sous l'une ou l'autre de ces appellations ou sous les deux appellations à la fois.

3. La compagnie a son siège social à Québec.

4. Le but de la compagnie est la poursuite de toutes les activités d'une compagnie de fidéicommis. Les dispositions de la Loi des compagnies de fidéicommis (Statuts refondus, 1964, chapitre 287), qui ne sont pas inconciliables avec celles de la présente loi, s'appliquent à la compagnie.

5. 1. La compagnie peut exercer tous les pouvoirs énumérés au paragraphe 7° de l'article 2 de la Loi des compagnies de fidéicommis et tous autres pouvoirs conférés ou qui le seront par cette loi, tout comme si ces pouvoirs étaient récités dans la présente loi.

2. Sans restreindre la portée du paragraphe 1, la compagnie peut :

a) exercer les fonctions de tuteur, subrogé tuteur, curateur aux biens, fiduciaire, arbitre, receveur, syndic, liquidateur, séquestre, gardien officiel, conseil judiciaire, membre d'un comité pour l'administration des biens d'une personne mentalement incompétente, exécuteur testamentaire, administrateur, fiduciaire pour les détenteurs de bons et d'obligations, agent pour la liquidation des affaires en général et d'administrateur de successions et de tous biens mobiliers ou immobiliers;

b) recevoir, à titre de fiduciaire ou d'agent, des deniers appartenant à des personnes, sociétés ou corporations, et les placer de la façon indiquée dans l'acte créant la fiducie ou l'agence;

c) accepter, recevoir et détenir tous biens mobiliers ou immobiliers qui peuvent être accordés, confiés, transférés ou transmis à la compagnie avec son consentement, en vertu de toute fiducie non contraire à la loi, en tout temps ou de temps à autre, par toute personne, société ou corporation ou par toute cour de juridiction compétente;

d) accepter, remplir et exécuter toute fiducie de quelque nature qu'elle soit qui

under the name of "Savings and Investment Trust" in English and "Fiducie Prêt et Revenu" in French. It may be designated under either of such names, or under both together.

3. The head office of the Company shall be in the City of Québec.

4. The object of the Company shall be to carry on all the activities of a trust company. Those provisions of the Trust Companies Act (Revised Statutes 1964, chapter 287) which are not inconsistent with this act apply to the Company.

5. (1) The Company may exercise all the powers enumerated in paragraph 7 of section 2 of the Trust Companies Act, and any other powers which are or will be conferred by this act, as if such powers were recited in this act.

(2) Without restricting the scope of subsection 1, the Company may :

(a) act as tutor, subrogate-tutor, curator to the property, trustee, arbitrator, receiver, syndic, liquidator, sequestrator, official guardian, judicial adviser, member of a committee to administer the property of a mentally incompetent person, testamentary executor, administrator, trustee for the holders of bonds and debentures, agent for the winding-up of business in general and administrator of successions and of any moveable or immoveable property;

(b) receive, as trustee or agent, moneys belonging to persons, partnerships or corporations and invest them as indicated in the deed creating the trust or the agency;

(c) accept, receive and hold any moveable or immoveable property which may be granted, entrusted, transferred or assigned to the Company with its consent, by virtue of any trust whatsoever not contrary to law, at any time or times by any person, partnership or corporation or by any court of competent jurisdiction;

(d) accept, fulfil and execute any legal trust of whatever nature which may be

peut lui être confiée par tout gouvernement, personne, corporation ou société, ou à elle référée ou transférée par ordonnance d'un juge ou par une ordonnance, jugement ou décret d'un tribunal agissant dans les limites de sa juridiction;

e) recevoir, accepter et tenir en fiducie légale des biens réels ou personnels lui venant par voie de subvention, cession, transport, acte, testament, disposition testamentaire, legs ou autrement, et les exercer et exécuter selon leurs termes et pour les fins y énumérées, établies ou convenues;

f) agir comme fiduciaire pour recevoir et administrer tout fonds d'amortissement ou fonds de pension aux conditions qui peuvent être convenues;

g) agir au nom de mandants pour le contreseing, l'enregistrement ou la constatation sous d'autres formes et l'attestation de l'authenticité d'émission d'actions, d'obligations, de débentures ou d'autres titres de créances garantis par tout gouvernement ou toute corporation municipale ou autre dûment autorisée à les émettre, et les détenir comme agent ou fiduciaire et elle peut, en termes généraux, agir comme agent financier ou autre agent pour ce gouvernement ou cette corporation;

h) agir comme agent de placement et administrateur de succession et de biens pour le compte et de la part d'exécuteur testamentaire, d'administrateur ou de fiduciaire et d'autres personnes et, en termes généraux, pour toutes les opérations de la nature d'une fiducie ou d'une agence générale;

i) recevoir comme agent ou dépositaire à des conditions convenues des bijoux, de l'argenterie ou autres objets précieux ou tous objets mobiliers, des papiers, documents, actes, testaments, débentures ou autres titres de créance, pour les garder en sûreté et s'occuper de toute affaire en général relative à ces biens ou effets;

j) agir en général au nom de mandants ou en son nom propre pour leur compte, comme agent ou procureur pour toute sorte de transaction d'affaires, la vente, l'achat ou l'administration des biens mobiliers, l'érection d'édifice, le placement et la perception d'argent, de loyer, d'intérêt, de dividende, d'hypothèque, de

assigned to it by any government, person, corporation or partnership, or referred or transferred to it by order of a judge or by order, judgment or decree of a court acting within its jurisdiction;

(e) receive, accept and hold in legal trust real or personal property which it may receive by means of a grant, assignment, transfer, deed, will, testamentary provision, legacy or otherwise, and fulfil and execute them according to their terms and for the purposes therein mentioned, established or agreed upon;

(f) act as trustee to receive and administer any sinking fund or pension fund on conditions which may be agreed upon;

(g) act in the name of principals for the purposes of countersigning, registering or other form of ascertainment and for guaranteeing the authenticity of shares, bonds, debentures or other titles of indebtedness issued by any government or municipal or other corporation duly authorized to issue them, and hold them as agent or trustee, and it may, generally, act as financial agent or other agent for such government or corporation;

(h) act as investing agent and administrator of successions and of property on behalf of and for testamentary executors, administrators or trustees and other persons and, generally, for all activities of a trust or a general agency;

(i) receive as agent or depositary on conditions agreed upon, jewels, silverware or other precious and moveable properties, papers, documents, deeds, wills, debentures or other titles of indebtedness for safekeeping and manage the business in connection with these properties or things;

(j) act in general in the name of principals or in its own name on behalf of principals, as agent or attorney, for the transaction of all kinds of business, the sale, purchase or management of moveable property, erection of buildings, investment or collection of money, rent, interest, dividends, hypothecs, debentures, notes,

débenture, de billet, de lettres de change ou de tout autre titre de créance;

k) recevoir des fonds déposés en fiducie, les placer et garantir le remboursement de l'argent ainsi reçu et le paiement des intérêts aux taux convenus, avancer des fonds pour protéger quelques successions, fiducies ou propriétés à elle confiées et exiger l'intérêt légal sur ces avances, sauf que rien dans la présente loi ne doit être interprété de façon à restreindre ou étendre les pouvoirs de la compagnie en sa qualité de fiduciaire ou d'agent d'après les conditions de toute fiducie ou agence qui peut lui être confiée;

l) faire, au nom de mandants ou en son propre nom pour eux, des placements, soit par l'acquisition de meubles, d'immeubles, de bons ou d'autres valeurs, ou prêter de l'argent, avec le pouvoir de prendre les garanties que la loi permet pour le remboursement de ces placements, et prêter son propre argent avec les mêmes pouvoirs de prendre des garanties;

m) garantir le remboursement du principal ou l'acquittement des intérêts, ou l'un et l'autre, de toute sommes à elle confiées pour placement à des termes et conditions convenus; garantir tout placement fait par la compagnie ou autrement, et le remboursement du capital ou le paiement des intérêts ou des deux;

n) acheter, vendre et détenir de toute façon des actions, débentures ou autres valeurs mobilières, garanties par hypothèque ou autrement, et y placer de l'argent;

o) fixer généralement, percevoir et recevoir pour ses services rendus ou à rendre, une rémunération convenue ou raisonnable, supérieure aux dépenses légales ordinaires, et une rétribution pour ses frais et dépenses usuels;

p) détenir, à titre de propriétaire absolu et pour son usage et bénéfice, toute propriété immobilière qui peut être nécessaire et utile pour la conduite de ses affaires, améliorer, hypothéquer, vendre ou aliéner ces propriétés et louer toute partie de ces propriétés non utile à la conduite de ses affaires;

q) posséder des immeubles qui, ayant été hypothéqués en sa faveur, sont acquis par elle pour protéger ses placements ou

bills of exchange or any other title of indebtedness;

k) receive moneys deposited in trust, invest and guarantee the payment of the funds thus received, and of the interest at rates agreed upon, make advances of money to protect certain successions, trusts or immoveables entrusted to it and charge the legal interest rate on these advances, except that nothing herein shall be interpreted so as to restrict or extend the powers of the Company in its capacity of trustee or agent according to the conditions of any trust or agency which may be entrusted to it;

l) make investments in the name of principals, or in its own name on behalf of principals, either by the acquisition of moveable or immoveable property, or of bonds or other securities, or by lending money with the power to take such security as the law allows to ensure repayment of these investments, and loan its own money with the same powers to take such security;

m) guarantee the payment of the capital or of the interest or both, of all amounts entrusted to it for investment at terms and conditions agreed upon; guarantee any investment made by the Company or otherwise, and the payment of the capital or of the interest, or both;

n) buy, sell, and hold in any way, shares, debentures, or other securities secured by hypothec or otherwise and invest money therein;

o) fix generally, collect or receive for services rendered or to be rendered any agreed or reasonable remuneration over and above ordinary legal expenses and a retribution for its usual fees and expenses;

p) hold, as absolute owner, and for its use and benefit, any immoveable property which may be necessary and useful for the conduct of its business, improve, hypothecate, sell or alienate the said property, and rent any part of such property not needed for the conduct of its business;

q) own immoveables which, having been hypothecated in its favour, are acquired by the Company to protect its

qui sont acquis par elle en acquittement total ou partiel d'une dette envers elle et, à sa discrétion, les vendre, hypothéquer, louer ou en disposer autrement. Aucun immeuble ainsi acquis par la compagnie, autrement qu'à titre de fiduciaire ou en sa qualité officielle, ne doit être détenu par la compagnie pendant plus de sept années suivant cette acquisition, à moins que cette période ne soit prolongée selon la loi; mais il doit, à l'expiration ou avant l'expiration de cette période ou de cette période prolongée, être absolument vendu ou aliéné de façon que la compagnie n'y conserve aucun intérêt, sauf à titre de garantie;

r) emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie, celle-ci n'ayant cependant pas le pouvoir d'emprunter des deniers par la réception de dépôts ou l'émission de bons ou d'obligations, quel que soit le nom sous lequel ces bons ou obligations puissent être désignés;

s) hypothéquer, nantir ou autrement engager les biens réels ou personnels de la compagnie, ou les deux, en suivant les formalités prescrites par la loi, pour assurer le paiement de toute dette, contrat ou obligation de la compagnie;

t) faire tout contrat et acte généralement nécessaire pour l'accomplissement de fonctions qui peuvent lui être conférées dans les limites ci-dessus.

6. La compagnie succède aux droits, intérêts, attributions, pouvoirs, privilèges, biens, actifs, passifs, charges et obligations de la fiducie et de la corporation.

Sans limiter la portée de ce qui précède:

a) dans tout document, le nom de la compagnie est substitué au nom de la fiducie et de la corporation;

b) rien dans la présente loi n'est réputé conférer à la compagnie le pouvoir d'émettre des contrats de placements qu'elle ne pourrait émettre en vertu de la Loi des compagnies de fidéicommiss;

c) toutefois, la compagnie peut continuer de recevoir les versements prévus aux contrats de placements émis par la corporation et en vigueur au moment de la fusion, disposer des sommes ainsi reçues

investments or which are acquired by the Company as complete or partial payment of a debt in its favour; and, at its discretion, sell, hypothecate, rent or otherwise dispose of them. No immoveable thus acquired by the Company, except in its capacity of trustee, or in its official quality, shall be held by the Company for more than seven years following such acquisition unless such period is extended by law; but at or before the expiry of such period or of such extended period, the immoveable property must be sold or disposed of absolutely in such manner that the Company retains no interest in it whatsoever, save as a security;

(r) borrow money against the credit of the Company, the Company however not having the power to borrow money through receipt of deposits or issue of bonds or debentures by whatever names such bonds or debentures may be described;

(s) hypothecate, mortgage or otherwise pledge the real or personal property of the Company, or both, according to the formalities prescribed by law, to ensure the payment of any debt, contract or obligation of the Company;

(t) make and execute all contracts and instruments generally necessary for the performance of the functions which may be conferred upon it within the above limits.

6. The Company shall succeed to the rights, interests, attributions, powers, privileges, property, assets, liabilities, charges and obligations of the Trust and of the Corporation.

Without limiting the scope of the foregoing:

(a) in any document, the name of the Company shall be substituted for the name of the Trust and of the Corporation;

(b) nothing in this act is deemed to confer on the Company the power to issue investment contracts which could not be issued by it in virtue of the Trust Companies Act;

(c) however, the Company may continue to receive the instalments provided for by the investment contracts issued and in force at the time of the amalgamation, dispose of the amounts so received accor-

conformément aux conditions prévues à ces contrats et respecter les conditions afférentes à leur remise en vigueur;

d) les sommes au crédit des souscripteurs de contrats de placements sont présumées confiées à la compagnie en ses qualité et capacité de fiduciaire ou d'agent en vertu de la Loi des compagnies de fidéicommiss, au même titre et avec les mêmes garanties que les deniers reçus par la fiducie et dont cette dernière garantit le remboursement;

e) les engagements de la compagnie envers les souscripteurs de contrats de placements de la corporation constitue un passif dont le total doit être indiqué séparément aux états financiers de la compagnie;

f) la compagnie est régie, quant aux placements faits par la corporation, par les dispositions de la Loi des compagnies de fidéicommiss;

g) les procédures qui auraient pu être commencées ou qui l'ont été par la fiducie ou la corporation ou contre elles peuvent être valablement commencées ou continuées par la compagnie ou contre elle.

7. La compagnie doit faire enregistrer, suivant les lois d'enregistrement, aux bureaux de la situation des immeubles, une déclaration faisant connaître la transmission des biens résultant de la présente loi et décrivant les immeubles, droits immobiliers ou tous droits concernant des immeubles dont elle est saisie.

Nonobstant toute disposition législative incompatible, le lieutenant-gouverneur en conseil détermine les droits et les honoraires que doit payer la compagnie pour ces enregistrements.

8. Le capital-actions autorisé de la compagnie est de \$6,000,000 divisé en 300,000 actions classe « A » ayant une valeur au pair de \$10 chacune et 300,000 actions classe « B » ayant une valeur au pair de \$10 chacune.

Les droits, privilèges et restrictions attachés aux actions classe « A » et classe « B » sont les suivants:

a) à même les argents de la compagnie disponibles pour le paiement de dividendes et sous réserve des conditions déterminées

ding to the conditions provided for in the said contracts and to comply with the conditions required for putting them back in force;

(d) the amounts credited to the subscribers of investment contracts are deemed entrusted to the Company in its capacity of trustee or agent by virtue of the Trust Companies Act, as if they were of the same nature and subject to the same guaranties as the moneys received by the Company and of which it guarantees payment;

(e) the obligations of the Company towards the subscribers of investment contracts of the Corporation constitute a liability the total of which must be shown separately in the financial statements of the Company;

(f) the company shall be governed by the provisions of the Trust Companies Act regarding the investments made by the Corporation;

(g) the proceedings which have or might have been instituted by or against the Trust or the Corporation may be validly instituted or continued by or against the Company.

7. The Company must register, in accordance with the registration laws, at the offices where the immoveables are situated, a declaration making public the transfer of property resulting from this act and describing the immoveables, immovable rights and all rights respecting immoveables with which it is seized.

Notwithstanding any inconsistent legislative provision, the Lieutenant-Governor in Council shall determine the duties and fees to be paid by the Company for the said registrations.

8. The authorized capital stock of the Company shall consist of \$6,000,000 divided into 300,000 class "A" shares of a par value of \$10 each and 300,000 class "B" shares of a par value of \$10 each.

The rights, privileges and restrictions attached to the class "A" and class "B" shares are as follows:

(a) out of the Company money available for the payment of dividends and subject to conditions determined by the

par le conseil d'administration, les détenteurs d'actions classe « A » ont le droit de recevoir un dividende en espèces, privilégié et cumulatif au taux de 5% l'an calculé sur la valeur au pair de ces actions, lequel dividende est payé trimestriellement;

b) en plus de ce dividende, les détenteurs de ces actions peuvent recevoir un ou plusieurs dividendes additionnels, calculés sur la valeur au pair, pourvu que la somme des dividendes pour une année sur les actions classe « A » ne dépasse pas 8% de leur valeur au pair. Tant que le dividende global annuel payé aux détenteurs d'actions classe « A » n'a pas atteint ce maximum de 8% de leur valeur au pair, aucun dividende annuel supérieur, aussi calculé sur leur valeur au pair, ne peut être déclaré et payé aux détenteurs d'actions classe « B »;

c) les détenteurs d'actions classe « A », comme tels, n'ont pas le droit de voter aux assemblées des actionnaires, ni d'y être convoqués, ni d'y assister. Cependant, si la compagnie est en défaut de payer huit dividendes trimestriels aux détenteurs d'actions classe « A », dans ce cas et aussi longtemps que la compagnie est ainsi en défaut, les détenteurs d'actions classe « A » ont le droit d'élire cinq administrateurs du conseil d'administration de la compagnie et de voter à cette fin, séparément et comme classe. Nonobstant toute disposition contraire dans les règlements de la compagnie, lorsque les détenteurs d'actions classe « A » ont acquis ce droit d'élire cinq administrateurs de la compagnie, la durée du mandat des administrateurs alors en fonction se termine à l'assemblée générale annuelle et celle-ci, conformément aux règlements alors en vigueur, doit être tenue dans les deux mois, ou lors d'une assemblée générale spéciale que le secrétaire de la compagnie doit convoquer dans ce délai de deux mois si l'assemblée générale annuelle n'est pas prévue dans ce délai. À cette assemblée générale annuelle ou spéciale, les détenteurs d'actions classe « A », qui doivent alors recevoir un avis de convocation, élisent leurs cinq administrateurs et, de leur côté, les détenteurs d'actions classe « B » élisent le nombre restant d'administrateurs. Les administrateurs élus à

board of directors, the holders of class "A" shares have the right to receive a cash dividend on a preferred and cumulative basis at the rate of 5% per annum, calculated on the par value of such shares and paid quarterly;

(b) in addition to such dividend, the holders of such shares may receive one or more additional dividends, calculated on the par value, provided that the amount of the dividends for one year on the class "A" shares does not exceed 8% of their par value. As long as the total annual dividend paid to the holders of class "A" shares does not reach the above-mentioned maximum of 8% of their par value, no higher annual dividend, also calculated on the par value, may be declared or paid to the holders of class "B" shares;

(c) the holders of class "A" shares, as such, will not have the right to vote at shareholders' meetings, nor to be invited, nor to attend. However, if the Company fails to pay eight quarterly dividends to the holders of class "A" shares, then in such case and as long as the Company fails in this matter, the holders of class "A" shares will have the right to elect five directors to the board of the Company and to vote for such purpose, separately and as a class. Notwithstanding any provision to the contrary in the by-laws of the Company, when the holders of class "A" shares have acquired such right to elect five directors of the Company, the terms of office of the directors then in office shall cease at the annual general meeting which, in accordance with the by-laws then in force, must be held within two months, or at a special general meeting which the secretary of the Company must call within such delay of two months, if the annual general meeting is not scheduled within such delay. At such annual or special general meeting, the holders of class "A" shares, who must have received a notice of the meeting, shall elect their five directors, and for their part, the holders of class "B" shares will elect the remaining number of directors. The directors thus elected at a special general meeting shall remain in office until the subsequent annual general meeting; how-

une telle assemblée générale spéciale demeurent en fonction jusqu'à l'assemblée générale annuelle subséquente; cependant, la durée du mandat des administrateurs élus par les détenteurs d'actions classe « A » cesse dès que la compagnie n'est plus en défaut de payer huit dividendes trimestriels aux détenteurs d'actions classe « A » et le siège de ces administrateurs devient vacant. Pour être élu administrateur par les détenteurs d'actions classe « A » dans ces circonstances, il suffit d'être détenteur d'une action classe « A ». Toute vacance parmi les administrateurs élus par les détenteurs d'actions classe « A » est comblée par les autres administrateurs encore en fonction et élus par les détenteurs d'actions classe « A ». S'il ne reste plus d'administrateur élu par les détenteurs d'actions classe « A », le secrétaire de la compagnie doit convoquer une assemblée générale spéciale des détenteurs d'actions classe « A » afin de combler les vacances. Rien de ce qui précède ne doit être interprété comme limitant le droit de la compagnie d'augmenter ou de diminuer le nombre de ses administrateurs;

d) dans le cas de dissolution ou liquidation, les détenteurs d'actions classe « A » ont priorité sur les détenteurs des autres actions de la compagnie pour recevoir un montant équivalent à tout dividende cumulatif impayé à la date de la dissolution et pour recevoir le remboursement de la valeur au pair de ces actions classe « A » enregistrées à leur nom;

e) les actions classe « A » ne participent pas autrement aux profits ou aux surplus de l'actif de la compagnie;

f) aucune classe d'actions ne peut être créée par la compagnie, qui a priorité, quant au capital ou aux dividendes, sur les actions classe « A » ou qui est sur un pied d'égalité avec celles-ci, sauf si la compagnie, après s'être conformée aux dispositions du paragraphe g, est autorisée à créer cette autre classe d'actions par un vote d'au moins les trois-quarts en valeur des actions représentées par les détenteurs d'actions classe « A », présents à une assemblée spéciale de ceux-ci convoquée à cette fin. Rien de ce qui précède ne doit être interprété comme restreignant les droits de la compagnie d'augmenter son capital-actions en ajoutant au nombre des

ever, the term of office of the directors elected by the holders of class "A" shares shall cease as soon as the Company no longer fails in its payment of the eight quarterly dividends to the holders of class "A" shares, and the seats of these directors shall become vacant. To be elected director by the holders of class "A" shares under the circumstances mentioned above, it is sufficient to hold one class "A" share. Any vacancy among the directors elected by the holders of class "A" shares shall be filled by the other directors who are still in office and elected by the holders of class "A" shares. If no directors remain who were elected by the holders of class "A" shares, the secretary of the Company must call a special general meeting of the holders of class "A" shares in order to fill the vacancies. None of the above shall be interpreted as restricting the Company's right to increase or decrease the number of directors;

(d) in case of dissolution or winding-up, the holders of class "A" shares shall have priority over the holders of other types of shares in the Company in receiving an amount equivalent to any cumulative unpaid dividend at the date of dissolution and in receiving payment of the par value of such class "A" shares registered in their names;

(e) class "A" shares shall not otherwise participate in the profits or surplus of the Company's assets;

(f) no class of shares may be created by the Company which would have priority, with regard to capital or dividends, over the class "A" shares or which would be on the same basis with the latter, except if the Company, once it has complied with the provisions of subparagraph g, is authorized to create such other class of shares through the vote of at least three-quarters in value of the shares represented by the class "A" shareholders present at a special meeting of these shareholders called for such purpose. Nothing in the above shall be interpreted as restricting the rights of the Company to increase its capital stock by

actions classe « A » et classe « B » ou de l'une ou l'autre de ces classes;

g) le conseil d'administration ne peut créer une nouvelle classe d'actions ni émettre ou attribuer aucune action classe « B » ni accorder une option ou un droit à l'égard de ces actions si ce n'est aux conditions approuvées par la majorité en valeur des actions représentées par les détenteurs de ces actions présents à une assemblée générale spéciale de ceux-ci convoquée à cette fin.

Le capital-actions émis et payé de la compagnie est de \$2,750,000 représenté par 100,000 actions classe « A » et 175,000 actions classe « B ».

Les 10,000 actions ordinaires émises du capital-actions de la corporation sont converties sur la base de 10 actions classe « B » du capital-actions de la compagnie pour une action libérée du capital-actions de la corporation.

Les 100,000 actions classe « A » émises du capital-actions de la fiducie sont converties sur la base de une action classe « A » du capital-actions de la compagnie pour une action classe « A » libérée du capital-actions de la fiducie.

Les 75,000 actions classe « B » émises du capital-actions de la fiducie sont converties sur la base de une action classe « B » du capital-actions de la compagnie pour une action classe « B » libérée du capital-actions de la fiducie.

Les certificats d'actions de la fiducie et de la corporation sont nuls.

Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, la compagnie doit adresser aux actionnaires inscrits de la fiducie et de la corporation une lettre, sous pli recommandé, les informant qu'elle détient pour eux les certificats d'actions de la compagnie émises sur la base décrétée au présent article et qu'elle les leur adressera sur réception des certificats d'actions de la fiducie et de la corporation qu'ils détiennent.

9. Les premiers administrateurs de la compagnie sont Jacques Angers, Henri F. Béique, Paul Chapdelaine, Philippe Côté, Roger Dutil, Jacques Flynn, Jean-Paul Guimont, Frank Spénard, Jean-Paul Tar-

adding to the number of class "A" and class "B" shares or either one of these classes;

(g) the board of directors cannot create a new class of shares or issue or allot any class "B" share, or give an option or a right regarding such shares, except on the conditions approved by the majority in value of the shares represented by the holders of such shares present at a special general meeting of such shareholders called for such purpose.

The issued and paid-up capital stock of the Company shall consist of \$2,750,000 divided into 100,000 class "A" shares and 175,000 class "B" shares.

The 10,000 issued common shares of the capital stock of the Corporation are converted on the basis of 10 class "B" shares of the capital stock of the Company for one paid-up share of the capital stock of the Corporation.

The 100,000 issued class "A" shares of the capital stock of the Trust are converted on the basis of one class "A" share of the capital stock of the Company for one paid-up class "A" share of the capital stock of the Trust.

The 75,000 issued class "B" shares of the capital stock of the Trust are converted on the basis of one class "B" share of the capital stock of the Company for one paid-up class "B" share of the capital stock of the Trust.

The share certificates of the Trust and of the Corporation are null and void.

From the coming into force of this act, the Company shall send to the registered shareholders of the Trust and of the Corporation a registered letter informing them that it is holding for them the Company's share certificates issued on the basis stipulated in this section and will mail such certificates to such shareholders upon receipt of the share certificates of the Trust and of the Corporation held by them.

9. The first directors of the Company are Jacques Angers, Henri F. Béique, Paul Chapdelaine, Philippe Côté, Roger Dutil, Jacques Flynn, Jean-Paul Guimont, Frank Spénard, Jean-Paul Tardif, Jacques

dif, Jacques Taschereau, Jean-Paul Tremblay, André Verge et Marcel Jobin.

Ils exercent leurs fonctions jusqu'à la fin de la première assemblée générale des actionnaires de la compagnie prévue à l'article 10.

10. 1. Les premiers administrateurs ont les pouvoirs accordés aux administrateurs en vertu de la deuxième partie de la Loi des compagnies et, en plus d'adopter les règlements généraux de la compagnie, ils ont le pouvoir d'adopter tout autre règlement nécessaire ou utile pour la compagnie, nommer les vérificateurs, convoquer des assemblées générales ou spéciales des actionnaires selon les dispositions des règlements, émettre des actions et en général exécuter ou déléguer l'exécution de tout acte ou décision de façon à permettre à la compagnie d'exercer ses pouvoirs.

2. Tout règlement ainsi adopté est réputé avoir été ratifié par les actionnaires et est en vigueur jusqu'à la fin de la première assemblée générale des actionnaires de la compagnie ou, pour les cas relevant d'une assemblée générale spéciale, jusqu'à la fin de la première assemblée générale spéciale. L'assemblée générale et, s'il y a lieu, l'assemblée générale spéciale doivent être convoquées au plus tard dans les cent vingt jours suivant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

3. L'assemblée générale mentionnée au paragraphe 2 est convoquée, entre autres fins, pour élire les administrateurs, nommer les vérificateurs et ratifier, abroger ou modifier les règlements qui sont du ressort de cette assemblée.

11. Le chapitre 137 des lois de 1966/1967 est abrogé et les lettres patentes et les lettres patentes supplémentaires émises en faveur de la fiducie conformément à la Loi des compagnies de fidéicommiss sont annulées.

12. La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1974.

Taschereau, Jean-Paul Tremblay, André Verge and Marcel Jobin.

They shall perform their duties until the end of the first general meeting of the shareholders of the Company provided for in section 10.

10. (1) The first directors shall have the powers granted to directors under Part II of the Companies Act and, in addition to adopting the general by-laws of the Company, they shall have the power to adopt any other by-law useful or necessary to the Company, appoint auditors, call general or special meetings of shareholders according to the provisions of the by-laws, issue shares and in general carry out or delegate the carrying out of any act or decision in order to enable the Company to exercise its powers.

(2) Any by-law thus adopted shall be deemed ratified by the shareholders and will remain in force until the end of the first general meeting of the Company's shareholders, or for cases pertaining to special general meetings, until the end of the first special general meeting. The general meeting, and if applicable, the special general meeting, must be called at the latest within one hundred and twenty days of the date of the coming into force of this act.

(3) The general meeting mentioned in subsection 2 shall be called, among other purposes, to elect the directors, appoint the auditors, and ratify, repeal or amend the by-laws which pertain to such meeting.

11. Chapter 137 of the statutes of 1966/1967 is repealed; the letters patent and supplementary letters patent issued to the Trust, in accordance with the Companies Act, are cancelled.

12. This act shall come into force on January 1 1974.